

LA FONDATION ÉTATS-UNIENNE POUR LA DÉMOCRATIE La nébuleuse de l'ingérence « démocratique »



Dans son discours sur l'état de l'Union, le président Bush a annoncé le doublement du budget de la Fondation nationale pour la démocratie (NED). Cet organisme a été créé par Ronald Reagan pour poursuivre les actions secrètes de la CIA en soutenant financièrement et en encadrant des syndicats, des associations et de partis politiques. Il se flatte d'avoir encadré et manipulé Solidarnoc, la Charte des 77 et bien d'autres encore. Géré par le département d'État en association avec les partis républicains et démocrates, le patronat et les syndicats, il a trouvé de nombreux relais institutionnels et individuels partout dans le monde, y compris en France...

page 2

Privatiser la NASA pour financer la conquête de Mars

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Les auditeurs du discours sur l'état de l'Union ont été surpris ne pas entendre le président Bush aborder son projet de conquête de la Lune et de Mars. D'autant que chacun se demande, en cette période d'économie de guerre, où il trouvera le financement d'un tel rêve. La réponse est peut-être dans une tribune de Max Boot publiée par le *Los Angeles Times*. Le commentateur économique propose tout simplement de privatiser la NASA.

page 8

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ L'ancien ambassadeur des États-Unis à Riyad critique les positions anti-saoudiennes de membres de l'administration Bush

■ Les États-Unis souhaiteraient impliquer des sociétés venues des Émirats arabes unis dans la reconstruction irakienne

■ James Baker s'assure auprès de l'Arabie saoudite d'une remise de la dette irakienne

■ Le Parlement jordanien multiplie les démarches contre le mur de séparation israélien

■ Les négociateurs israéliens et palestiniens de l'accord de Genève rejettent la solution d'un État binational

■ La Jordanie, la Syrie, l'Égypte et le Liban lancent la deuxième phase de leur pipeline commun

page 14



AUTODAFÉ SIONISTE

L'ambassadeur d'Israël en Suède, Zvi Mazel, a vandalisé une œuvre d'art exposée dans un musée national à Stockholm, vendredi 16 janvier 2004. L'installation, représentant une kamikaze palestinienne, avait été réalisée par un artiste né en Israël, Dror Feiler. « *Ce n'était pas une oeuvre d'art, c'était une monstruosité, une déformation obscène de la réalité* », a déclaré l'ambassadeur après avoir été expulsé du musée. Le ministère suédois des Affaires étrangères l'a convoqué pour lui demander de s'expliquer, mais le Premier ministre Ariel Sharon a déclaré avoir remercié Zvi Mazel pour « *la force avec laquelle il fait face à la montée de l'antisémitisme* » et lui avoir apporté « *le soutien du gouvernement* ».

La Fondation états-unienne pour la démocratie

La nébuleuse de l'ingérence « démocratique »

Dans son discours sur l'état de l'Union, le président Bush a annoncé le doublement du budget de la Fondation nationale pour la démocratie (NED). Cet organisme a été créé par Ronald Reagan pour poursuivre les actions secrètes de la CIA en soutenant financièrement et en encadrant des syndicats, des associations et de partis politiques. Il se flatte d'avoir encadré et manipulé Solidarnoc, la Charte des 77 et bien d'autres encore. Géré par le département d'État en association avec les partis républicains et démocrates, le patronat et les syndicats, il a trouvé de nombreux relais institutionnels et individuels partout dans le monde, y compris en France...



Le président George W. Bush a annoncé, le 20 janvier 2004, à l'occasion de son troisième discours sur l'état de l'Union, qu'il doublerait le budget de la Fondation nationale pour la démocratie (NED) et concentrerait « *ses nouveaux travaux sur la promotion d'élections libres, du libre-échange, de la liberté de la presse et de la liberté syndicale au Proche-Orient* ». Il s'agit pour la Maison-Blanche d'accompagner son action militaire dans la région par une ingérence

accrue dans la vie intérieure de certains États.

Au début des années 80 le président Ronald Reagan stigmatisa l'Union soviétique comme « *l'Empire du Mal* » et conçut de nouveaux moyens pour la combattre. À « *l'endigement* » diplomatico-militaire s'ajouta une vaste entreprise de déstabilisation par mobilisation de la « *société civile* ». Les actions secrètes de la CIA ayant été dévoilées par une série de commissions d'enquêtes et ayant été condamnées par l'opinion publique, le Conseil national de sécurité décida de poursuivre son action avec des méthodes moins sales et sous une autre dénomination. Surtout, la nouvelle structure devait être protégée des alternances politiques grâce à une gestion bipartisane.

Officiellement créé le 6 novembre 1982, la Fondation nationale pour la démocratie (**National Endowment for Democracy - NED**) dispose du statut juridique d'association à but non-lucratif. Mais son financement est voté par le Congrès et figure dans le chapitre du budget du département d'État consacré à l'Agence pour le développement international (**US Agency for International Development - USAID**). Pour maintenir l'illusion d'une organisation privée, la NED reçoit en outre des dons de trois associations, elles mêmes indirectement financées par contrats fédéraux : la **Smith Richardson Foundation**, la **John M. Olin Foundation** et la **Lynde and Harry Bradley Foundation**



Lettre de félicitation de Tony Blair.

La plupart des figures historiques des actions clandestines de la CIA ont siégé un jour ou l'autre au Conseil d'administration ou à la direction de la NED, dont

Otto Reich, John Negroponte, Henry Cisneros ou Elliot Abrams. Elle est aujourd'hui présidée par Vin Weber, ancien représentant républicain du Minnesota, fondateur de l'association ultra-conservatrice **Empower America** et collecteur de fonds pour la campagne de George W. Bush en 2000. Son directeur exécutif est Carl Geshman, un ex-trotskiste, devenu responsable du Parti socialiste des États-Unis (**Social Democrats, USA**), et membre du courant néo-conservateur [1].

La NED n'étant que la continuation des actions secrètes de la CIA par d'autres moyens, le Royaume-Uni et l'Australie sont associés en amont à sa gestion dans le cadre de l'accord qui lie leurs services secrets militaires.

Le principe de la NED est que « *Ce qui est bon pour l'Amérique, est bon pour le monde* ». Les fonds sont donc gérés par un Conseil d'administration où sont représentés le Parti républicain, le Parti démocrate, la Chambre de commerce des États-Unis et le syndicat AFL-CIO. Chacune de ces composantes propose des actions qui doivent être validées à la majorité des deux tiers. Une fois débloqué, l'argent transite par des instituts contrôlés par l'une ou l'autre des composantes.

Dans la pratique, cela conduit la NED à déterminer des États cibles dans lesquels elle finance des partis et partenaires sociaux pour renverser des régimes et placer de nouveaux hommes au pouvoir « *dans l'intérêt de l'Amérique* » et non dans celui de l'une ou l'autre de ses composantes. Créée pour lutter contre le communisme, la NED ne s'est jamais mieux portée depuis que l'URSS a disparue. Elle prétend promouvoir la démocratie, alors qu'elle ne fait qu'asservir des États en y reproduisant les intérêts contradictoires de la classe dirigeante états-unienne. De ce point de vue, la NED est probablement la principale responsable de la crise des démocraties dans le monde : elle n'a cessé de fausser les mécanismes institutionnels et d'assimiler la démocratie à une « *bonne gouvernance* » au nom des peuples et à leur place. Par ailleurs, l'usage d'instituts marqués d'étiquettes politiques diverses masque aux yeux de l'opinion publique l'origine des fonds et les mobiles de leur attribution. Dans de nombreux États, des bénéficiaires de ces « *aides* » sont manipulés à leur insu, même si les individus qui ont négocié les versements sont parfaitement conscients des canaux dans lesquels ils s'intègrent.

Les quatre instituts satellites de la NED sont :

- ▶ Le Centre américain pour la solidarité des travailleurs (**American Center for International Labor Solidarity - ACILS**). Il est présidé par John J. Sweeney en sa qualité de secrétaire général de la centrale syndicale AFL-CIO.
- ▶ Le Centre pour l'entreprise privée internationale (**Center for International Private Enterprise - CIPE**). Il est dirigé par Thomas J. Donohue en sa qualité de président de la **Chambre de commerce des États-Unis**, c'est-à-dire de « *patron des patrons* ». [2]
- ▶ L'Institut républicain international (**International Republican Institute - IRI**). Il est présidé par le sénateur John McCain, rival malheureux de George Bush aux primaires de 2000 et aujourd'hui principal soutien parlementaire à la guerre globale au terrorisme.
- ▶ L'Institut national démocratique pour les affaires internationales (**National Democratic Institute for International Affairs - NDI**). Il est présidé par l'ancienne secrétaire d'État Madeleine K. Albright.

LES QUATRE INSTITUTS SATELLITES DE LA NED



Le système des instituts satellites s'inspire de ce qui avait été mis en place par les États-Unis, en tant qu'armée d'occupation, en Allemagne avec la **Friedrich Ebert Stiftung**, la **Friedrich Naumann Stiftung**, la **Hans Seidal Stiftung** et la **Heinrich Boell Stiftung**. Aussi, utilise-t-elle ces fondations comme relais financiers dans ce pays plutôt que ses propres instituts. Sur le même principe, la NED a trouvé des partenaires dans divers États alliés, membres de l'OTAN ou de l'ex-ANZUS, notamment : la **Westminster Foundation for Democracy** (Royaume-Uni), l'**International Center for Human Rights and Democratic Development** (Canada), la **Fondation Jean-Jaurès** et la **Fondation Robert-Schuman** (France), l'**International Liberal Center** (Suède), l'**Alfred Mozer Foundation** (Pays-Bas).

À l'occasion de son vingtième anniversaire, la NED a dressé un bilan de son action d'où il ressort qu'elle finance et encadre actuellement plus de 6000 organisations politiques et sociales dans le monde. Elle revendique avoir entièrement créé le syndicat Solidarnoc en Pologne, la Charte des 77 en Tchécoslovaquie et Otpor en Serbie. Elle se félicite d'avoir créé de toutes pièces la radio *B92* ou le quotidien *Oslobodjenje* en ex-Yougoslavie et une kyrielle de nouveaux médias indépendants en Irak libéré.

LES FONDATIONS RELAIS DE LA NED DANS LES PAYS ALLIÉS



La NED publie le *Journal of Democracy*, diffusé mondialement, et *Encuentro* spécialement pour Cuba, ainsi que des livres collectifs. Elle organise de prestigieuses conférences avec les intellectuels qu'elle sponsorise (par exemple l'historien François Furet et le patron de presse Jean Daniel pour la France). Enfin, elle « forme » des cadres politiques et syndicaux, partout dans le monde, à l'exercice de la « démocratie ».

Officiellement le budget de la NED n'est que de 50 millions de dollars. Mais à cette ligne principale s'ajoutent quantité de co-financement des opérations qu'elle organise. Ces participations extérieures, d'un montant évalué à plusieurs centaines de millions de dollars annuels, proviennent principalement du département d'État et du département du Travail, et avec discrétion de la CIA.

Thierry Meyssan

Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.

[1] Rappelons que la plupart des néo-conservateurs sont des personnalités trotskistes ayant fait alliance avec la CIA contre le stalinisme. Ce courant « idéaliste de gauche »,

jadis structuré autour du parlementaire démocrate Henry Scoop Jackson, s'est rallié au Parti républicain et exerce aujourd'hui une influence intellectuelle sur la Maison-Blanche et le Pentagone.

[2] Le CIPE mène des actions contre la corruption via [Transparency International](#) et contre l'exploitation du travail des enfants via [Social Accountability International](#).

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Privatiser la NASA pour financer la conquête de Mars

Analyse

Les auditeurs du discours sur l'état de l'Union ont été surpris ne pas entendre le président Bush aborder son projet de conquête de la Lune et de Mars. D'autant que chacun se demande, en cette période d'économie de guerre, où il trouvera le financement d'un tel rêve. La réponse est peut-être dans une tribune de Max Boot publiée par le *Los Angeles Times*. Le commentateur économique propose tout simplement de privatiser la NASA.

Dans le même quotidien, James R. Schlesinger demande que l'on garde raison à propos de l'effet de serre. Aucune conséquence climatique n'étant démontrée avec certitude, il est trop tôt pour signer le Protocole de Kyoto. D'ailleurs, d'une manière générale les écologistes s'alarment pour pas grand-chose. Précisons que Schlesinger n'est pas un scientifique, mais un ancien directeur de la CIA et ancien secrétaire à l'Énergie et à la Défense.

Anthony Banbury, directeur régional du Programme alimentaire mondial, alerte les lecteurs de l'*International Herald Tribune* sur la famine à venir en Corée du Nord. Il réfute les arguments de l'administration états-unienne (alors qu'il fut lui-même haut fonctionnaire du département de la Défense) selon lesquels l'aide internationale ne servirait à rien car elle serait détournée par les militaires. Aujourd'hui ce sont 6,5 millions de personnes qui sont menacées de malnutrition et de mort, otages de Washington qui veut renverser l'un des derniers régimes staliniens de la planète.

Anders Carlberg, président de la communauté juive de Göteborg tente d'expliquer aux lecteurs d'*Ha'aretz* que ce n'est pas en détruisant une œuvre

d'art dans un musée de Stockholm que l'ambassadeur Zvi Mazel fera avancer la cause d'Israël. Il conviendrait même qu'Israël accepte les critiques de sa politique, poursuit-il avec pédagogie.

Alors que les néoconservateurs états-uniens mènent campagne pour un changement de régime en Syrie, le politologue Efraim Inbar préconise de ne pas rejeter complètement l'offre de négociation de Bashar El-Assad. Constatant, dans le *Jerusalem Post*, qu'il n'y a pas de querelle territoriale majeure entre Tel-Aviv et Damas, il propose d'établir des contacts qui ne coûtent rien et ne peuvent avoir que des conséquences positives.

Enfin, l'ambassadeur algérien Kamal Bushama s'adresse à ses concitoyens dans *Dar-Al-Ayat*. Il relativise les tensions actuelles dans leur pays en assurant qu'elles ne sont pas le signe d'une crise fondamentale, mais les balbutiements de la démocratie. Le problème est que l'opacité de vie politique algérienne autorise à de multiples interprétations des derniers événements et renforce l'inquiétude.

Max Boot



Max Boot est membre du Council on Foreign Relations. Journaliste réputé dans les milieux économiques, il dirige la page éditoriale du *Wall Street Journal*. Il a publié *The Savage Wars of Peace : Small Wars and the Rise of American Power*. Il est expert du cabinet de relations publiques Benador Associates.

« Un moyen meilleur marché d'y arriver : La Compagnie Mars »

Source : Los Angeles Times

Référence : « A Cheaper Way to Go : Mars Inc. », par Max Boot, *Los Angeles Times*, 22 janvier 2004.

Quand Christophe Colomb a pris la mer en août 1492, il ne fait pas de doute qu'il y avait des paysans en Espagne qui estimaient qu'il s'agissait là d'une dépense inutile de deniers royaux qui auraient pu être mieux utilisés. Heureusement pour l'Espagne, ce n'est pas ce point de vue qui a prévalu à l'époque, malheureusement pour nous, c'est ainsi qu'est perçu le projet spatial de **George W. Bush**.

Moi aussi je serai opposé au programme spatial si en y mettant fin on pouvait aussi en terminer avec les maux du monde, mais ce n'est pas le cas. La conquête spatiale offre de nombreux avantages en permettant de développer les technologies, de trouver de nouvelles ressources minières, d'avoir un espace de repli en cas de destruction de notre planète, voire de découvrir de nouveaux micro-organismes. De mon point de vue, j'y suis favorable parce que je trouve ça cool. Toutefois, on ne dépense pas des milliards de milliards de dollars appartenant aux contribuables uniquement pour faire quelque chose de cool. Toutefois, on n'atteindra ce montant de dépense que si on laisse la conquête spatiale dans les mains de la bureaucratie de la NASA. Or, il existe d'autres méthodes.

L'éminent expert en aérospatiale, Robert Zubrin, a proposé que l'on offre 20 milliards de dollars aux premiers qui arriveraient sur Mars. Cette somme n'équivaut qu'à 1% du budget fédéral, à peu près ce que nous consacrons aux

aides agricoles. Ce type de concours était une méthode courante pour pousser à l'innovation dans les siècles passés. Aujourd'hui, de nombreuses compagnies aérospatiales pourraient relever le défi et, si elles ne le font pas, ne nous feront rien perdre. On pourrait également penser que le programme serait financé par la promesse de bénéficier de l'exclusivité des retombées commerciales de la publicité autour de ce voyage.

Ces modes de financements peuvent paraître idiots, mais c'est ainsi qu'ont été financés les grandes découvertes par le passé, par un mélange de fonds privés et publics. L'approche gouvernementale unique n'est apparue qu'avec le projet Manhattan et le programme Apollo, une approche qui fonctionne, mais qui est beaucoup trop chère.

James Schlesinger



James Schlesinger a été directeur de la CIA, secrétaire à l'Énergie de Jimmy Carter, secrétaire à la Défense de Richard Nixon et de Gerald Ford. Il a été membre de la U.S. Commission on National Security/21st Century. Il est conseiller dans le cabinet Lehman Brothers et président de la MITRE Corporation.

« Les faits bruts sur le réchauffement global »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Cold Facts on Global Warming », par James Schlesinger, *Los Angeles Times*, 22 janvier 2004.

Nous vivons une époque où il est difficile de faire valoir les faits et la logique face à la rhétorique, surtout quand celle-ci est alarmiste et traite du réchauffement global. On continue d'entendre que la science est fixée sur la question et que ce sont les émissions de dioxyde de carbone qui sont responsables du réchauffement de la planète, un phénomène qui pourrait entraîner des catastrophes dans les décennies à venir.

Al Gore a négocié le protocole de Kyoto en 1997 et il était prêt à accepter de sérieuses restrictions dans les émissions de gaz à effet de serre alors que d'après le département à l'Énergie, cela aurait coûté 300 milliards de dollars aux États-Unis chaque année. **Bill Clinton** renonça heureusement à ratifier ce texte quand il fut convaincu que le Sénat ne l'accepterait jamais. Depuis, l'échec du traité est devenu évident et bien peu de nouveaux pays l'ont signé. Le président **George W. Bush** a préféré développer une autre stratégie qui consiste à investir dans les nouvelles technologies moins polluantes et à discuter avec les pays pour contrôler l'émission des gaz. Les États-Unis dépensent quatre milliards de dollars par an sur cette question et font donc plus que toutes les autres nations. En fait, nous devons admettre que nous connaissons mal le phénomène du réchauffement de la planète. Le monde a connu des évolutions climatiques qui n'avaient rien à voir avec l'homme ou les émissions de gaz à effet de serre. Il est pour l'instant impossible de savoir quelle part ont eu les activités humaines dans ce processus lors des cent dernières années. Nous devons admettre cette lacune dans nos connaissances et jusqu'à ce que nous en sachions plus, nous devons éviter de céder à la rhétorique politique et continuer à mettre l'accent sur la science, la technologie et l'engagement du monde des affaires dans des programmes volontaires qui tiennent compte des priorités économiques.

Anthony Banbury

Ancien fonctionnaire du département de la Défense états-unien, Anthony Banbury est le directeur régional pour l'Asie du Programme alimentaire mondial.

« La Corée du Nord a besoin de nourriture »

Source : International Herald Tribune

Référence : « North Korea needs food », par Anthony Banbury, *International Herald Tribune*, 21 janvier 2004.

Ces derniers jours, le **Programme alimentaire mondial** s'est alarmé de la crise alimentaire qui menace la Corée du Nord. En dépit des récentes annonces de nouvelles contribution des États-Unis, de l'Union européenne et de l'Australie, la nourriture n'est pas arrivée à 2,7 millions de Nord-coréens cet hiver et, en février, il manquera des céréales pour 6,5 millions de femmes, d'enfants et de vieillards.

En 1995, nous avons sauvé des centaines de milliers de vies grâce à l'aide internationale. Malgré l'amélioration de la situation dans le domaine alimentaire et les doutes sur l'attribution de la nourriture, nous sommes convaincus que l'aide alimentaire reste nécessaire. 40 % des enfants continuent de souffrir de malnutrition, ce qui nuit à leur développement. Nous continuons à surveiller l'attribution de la nourriture malgré les limitations de déplacement imposées par le gouvernement de Pyongyang.

Nous sommes la plus grande agence humanitaire installée en Corée du Nord et quasiment la seule à sortir de la capitale. Au prix de conditions de vies très dures dans les campagnes pour nos équipes, nous sommes parvenus à diminuer de façon importante la malnutrition infantine. Bien sûr, nous sommes outragés par le moindre grain de riz qui ne parviendrait pas à destination, mais cela ne doit pas nous empêcher de continuer notre travail.

Anders Carlberg

Anders Carlberg est président de la communauté juive de Goteborg. Il est vice-président de Swedish Israel Information, un groupe de pression pro-israélien suédois.

« L'affaire suédoise de l'art peut mettre un terme aux clichés »

Source : Ha'aretz

Référence : « Swedish art affair should cut cliches », par Anders Carlberg, *Ha'aretz*, 21 janvier 2004.

Le sabotage spectaculaire de l'installation artistique « Blanche neige » par l'ambassadeur Zvi Mazel offre la possibilité de secouer les clichés de l'opinion publique suédoise et de lui faire prendre conscience de la réalité israélienne. L'allocution sur le sujet d'**Ariel Sharon** le 18 janvier concluant que l'incident était un signe de l'antisémitisme européen croissant n'a fait que servir ceux qui affirment qu'Israël rejette toute critique en utilisant le thème de l'antisémitisme.

Il faut donc développer l'argumentation et la clarifier. Il faut affirmer clairement qu'Israël accepte les critiques internationales tant que celles-ci s'expriment dans les mêmes termes que pour les autres nations. Nous devons également faire preuve de notre bonne foi en analysant notre politique intérieure en fonction des critères internationaux. Enfin, nous devons faire un effort pour expliquer de quelle façon l'antisémitisme est réapparu. Les Suédois et les autres Européens ont besoin de comprendre que bien que l'Europe mène une politique en accord avec les Droits de l'homme, le préjugé anti-juif y est encore toléré et exporté. Cela ferme toute possibilité d'implication européenne dans le processus de paix israélo-palestinien. La critique fondée sur les faits est la bienvenue, pas celle fondée sur des préjugés racistes. Aujourd'hui, suite à ce scandale, la Suède est peut-être prête à discuter de son point de vue sur le conflit et à le remettre en cause.

Efraim Inbar



Efraim Inbar est professeur de sciences politiques à la Bar-Ilan University. Il est directeur du Begin-Sadat Center for Strategic Studies.

« Parler à Assad »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Talk to Assad », par Efraim Inbar, *Jerusalem Post*, 21 janvier 2004.

Ariel Sharon a eu tort de rejeter initialement l'offre de négociation de Bashar El-Assad. Face à ce type de proposition, la réponse israélienne devrait toujours être « oui, mais... ».

Aujourd'hui, la Syrie n'a rien à offrir à Israël. Le mieux que nous puissions espérer est une « paix froide » comme nous l'avons avec l'Égypte et, à la différence de l'Égypte, faire la paix avec la Syrie ne viendrait plus briser un tabou dans les pays arabes. L'économie syrienne est au bord de la faillite, sans perspective pour l'économie israélienne, et le pays est isolé politiquement. En outre, Washington tente de dissuader Israël de négocier avec Damas dont la proposition n'est sans doute qu'une manœuvre. La Syrie veut faire cesser les pressions diplomatiques et militaires qui visent à lui faire quitter le Liban et à cesser son soutien au Hezbollah, ce qui est dans l'intérêt d'Israël.

De plus, les réclamations syriennes sont discutables. Il n'y a pas de raisons d'abandonner le plateau du Golan qui nous offre un avantage stratégique et que nous occupons depuis plus longtemps que la Syrie ne l'a possédé. Cette occupation est favorable à Israël et le rendre à la Syrie serait une invitation à l'agression. En outre, contrairement à l'Égypte avec le Sinaï, la Syrie ne montre pas un grand intérêt pour le Golan.

En fait, avec Damas, nous devons nous appuyer sur l'exemple turc. Ankara a un différend territorial, mais entretient des relations diplomatiques. Nous devons faire la même chose et n'offrir que la paix en l'échange de la paix.

Kamal Bushama

Kamal Bushama est ambassadeur d'Algérie en Syrie.

« C'est notre démocratie »

Source : Dar Al-Hayat

Référence : « This Is Our Democracy ! », par Kamal Bushama, *Dar-Al-Ayat*, 22 janvier 2004.

La réserve diplomatique m'a fait longtemps hésiter avant d'écrire ce texte, cependant je veux expliquer aux Arabes que la situation actuelle en Algérie à l'approche de notre élection présidentielle n'est pas un danger ou une crise, mais un phénomène sain. Il n'y a pas de tensions, nous sommes simplement sur le chemin qui mène à la liberté et au pluralisme des opinions.

Nous sommes en train de vivre les préliminaires de la démocratie qui va sûrement nous apporter la liberté. Les frictions et les conflits existent, mais ils sont normaux dans ce contexte. Quel pays européen est devenu une démocratie sans avoir son lot de martyrs ? La démocratie est en train de s'installer grâce aux bases qui ont été posées par l'ancien président Liamine Zéroual qui a courageusement décidé de réduire son mandat afin d'instaurer une rotation du pouvoir. Aujourd'hui, il existe également une grande liberté d'expression en Algérie et, si elle entraîne parfois des excès dans les attaques contre les hommes politiques, ceux-ci sont acceptés comme un passage nécessaire dans l'apprentissage de la liberté.

Il est vrai qu'il existe une crise au sein du FLN. Toutefois, il ne s'agit là que de querelles de personnes qui veulent s'emparer des rennes du pouvoir sans en avoir l'expérience. Cette crise n'a pas affecté la population algérienne. Les crises que nous avons connues par le passé étaient le fruit d'un processus durant lequel les responsables politiques ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour préserver l'unité nationale. Il ne faut pas nier leurs efforts et leur sagesse.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

Arab News



Arab News est un quotidien saoudien qui propose, en plus de quelques articles originaux, une traduction en anglais des articles d'*Asharq Al-Awsat*. Celui-ci appartient au Saudi Research Marketing Group du Dr. Abdulmuhsun Alakkas, membre du Conseil consultatif saoudien.

L'ancien ambassadeur des États-Unis à Riyad critique les positions anti-saoudiennes de membres de l'administration Bush

Référence : « Ex-Envoy Urges Long-Term Strategy to Refurbish Saudi Image in US », par Saeed Haider, *Arab News*, 22 janvier 2004.

Chas W. Freeman Junior, ancien ambassadeur états-unien en Arabie saoudite pendant la première guerre du Golfe, et expert sur la question du Proche-Orient, a évoqué, dans une interview à *Arab News*, jeudi 22 janvier 2004, l'état actuel des relations diplomatiques entre les États-Unis et l'Arabie saoudite, mais aussi la guerre en Irak, le terrorisme international, la société saoudienne et les réformes initiées par le prince Abdullah.

Chas Freeman, qui préside actuellement le *Middle East Policy Council* et *Projects international*, un cabinet d'affaires états-unien spécialisé dans l'établissement de joint-ventures internationales, a rencontré le prince héritier Abdullah, le ministre des Affaires étrangères, le prince Saoud al-Faisal, et le gouverneur de Riyad, le prince Salman. Au terme de ces entretiens, il a indiqué que l'Arabie saoudite devrait adopter une stratégie à long-terme afin de mettre un terme aux doutes quant à sa crédibilité qui existent dans l'opinion publique états-unienne.

Selon lui, plusieurs membres de l'administration Bush sont pleins de préjugés quant à l'Arabie saoudite, et nuisent ainsi aux relations entre Washington et Riyad, ce qui nécessite une réaction. Il a cité sans hésiter le nom de l'Attorney General états-unien, John Ashcroft, comme l'un de ces membres. Ce dernier, un « ami » et ancien « camarade de classe », participe, avec ses préjugés, d'une tendance qui ne sert pas les intérêts des États-Unis. Dans le même temps, Chas Freeman a indiqué que le président George W. Bush n'a aucune sorte de « rancune à l'égard du royaume ». Mieux, le président états-unien et le prince héritier ont « une excellente relation de travail ».

L'ancien ambassadeur a affirmé qu'une large majorité des États-Uniens n'ont aucune compréhension de l'islam ou de l'Arabie saoudite : « ils croient ce qu'ils lisent et une fraction des médias états-uniens est anti-musulmane et anti-saoudienne, et cela se reflète dans l'angle de leurs articles ».

Cet état de fait est renforcé par le fait que, pour la plupart des citoyens états-uniens, la seule chose qui importe est que 15 des 19 membres des commandos

suicide du 11 septembre étaient des Saoudiens. Chas Freeman a donc avancé l'idée qu'il était désormais du ressort de l'Arabie saoudite de clarifier sa position et de montrer que « *les Saoudiens souffrent autant sous les coups des terroristes que les États-Uniens, comme le montrent les attentats à la bombe contre les complexes résidentiels de Riyad en mai et novembre [2003]* ».

Il a également suggéré que l'Arabie saoudite mette en place une fondation (« *endowment* ») afin de financer des campagnes pour améliorer son image, grâce à une augmentation des contacts individuels.

Interrogé sur l'Irak, Chas Freeman a déclaré que la situation y était très volatile et que les forces alliées ne devraient pas y rester. Il a néanmoins reconnu qu'un retrait des forces états-uniennes du pays ne serait pas facile, tant que Washington n'y aura pas mis en place « *un semblant de système politique* ».

Gulf News



Gulf News est le principal quotidien consacré à l'ensemble du Golfe arabo-persique, diffusé à plus de 90 000 exemplaires. Rédigé en langue anglaise, il est principalement lu par la très importante communauté étrangère vivant dans la région.

Les États-Unis souhaiteraient impliquer des sociétés venues des Émirats arabes unis dans la reconstruction irakienne

Référence : « UAE invited to vie for \$18b Iraq bids », par Nadim Kawach, *Gulf News*, 22 janvier 2004.

Des officiels états-uniens ont rencontré des hommes d'affaires des Émirats arabes unis, à Abu Dhabi, mercredi 21 janvier 2004, afin de leur expliquer les opportunités d'investissement en Irak et de les inviter à participer à la reconstruction.

Cette rencontre était organisée par l'*American Business Group* d'Abu Dhabi. Il y a été expliqué que, bien que la priorité des méga-projets allaient à des sociétés états-uniennes et britanniques, des investisseurs venus d'autres pays auraient une chance de participer grâce à des contrats de sous-traitance, dont le montant est estimé à plus de 18 milliards de dollars.

Selon le conseiller ministériel états-unien aux affaires commerciales irakiennes, Robert Connan, cette somme n'est « *qu'une partie des 87,5 milliards d'aide que le gouvernement états-unien a décidé pour les infrastructures, la sécurité et les opérations en cours en Irak* ».

Karen Zens, sous-secrétaire de l'*US Commercial Office*, a déclaré que les États-Unis souhaitent que « *tous les pays voisins participent activement dans la sous-traitance des contrats de reconstruction de l'Irak. Les sociétés étrangères qui ont établi des partenariats avec des compagnies irakiennes locales auront droit à une considération particulière lors de l'attribution des contrats de sous-traitance* ».

D'après des sources anonymes de la Chambre du Commerce et de l'Industrie, citées par *Gulf News*, des hommes d'affaires des Émirats arabes unis (EUA) devraient rencontrer des responsables irakiens dans les semaines à venir, afin d'envisager des partenariats avec des sociétés sur place pour de tels contrats. Ces sources ont ajouté que les sociétés des émirats pourraient jouer un rôle majeur dans la reconstruction du pays, étant données les ressources financières,

logistiques et technologiques dont elles disposent, et grâce à leur proximité géographique.

Selon Jay Brandes, le directeur de l'Iraqi and Afghanistan Reconstruction Task Force, les sociétés irakiennes auront besoin de s'allier avec des compagnies étrangères étant donné leurs capacités limitées.

Arab News



Arab News est un quotidien saoudien qui propose, en plus de quelques articles originaux, une traduction en anglais des articles d'*Asharq Al-Awsat*. Celui-ci appartient au Saudi Research Marketing Group du Dr. Abdulmuhsun Alakkas, membre du Conseil consultatif saoudien.

James Baker s'assure auprès de l'Arabie saoudite d'une remise de la dette irakienne

Référence : « Kingdom Ready to Cut Iraq Debt », par Raid Qusti, *Arab News*, 22 janvier 2004.

James Baker, l'émissaire états-unien dans la région du Golfe, a accompli, mercredi 21 janvier 2004, une tournée diplomatique dans quatre pays, au terme de laquelle il a obtenu plusieurs promesses de réduction de la dette irakienne.

En Arabie saoudite, les dirigeants se sont engagés à négocier une réduction « *substantielle* » de la dette irakienne, estimée à 28 milliards de dollars.

Cette promesse a conclu une série d'engagements similaires obtenus par James Baker auprès du Koweït, des Émirats arabes unis et du Qatar, trois pays qui ont accepté de passer par profits et pertes la plus grande part de la dette irakienne, ou au moins une part substantielle.

D'après le ministre des Affaires étrangères saoudien, le prince Saoud Al-Faisal, le prince héritier Abdullah aurait déclaré à l'émissaire états-unien que Riyad était disposé à « *ouvrir des négociations avec les principaux crédettes irakiens afin de réduire de façon substantielle la dette irakienne. (...) Les résultats de ces négociations devront être acceptés par un gouvernement irakien reconnu par la communauté internationale, nous espérons en 2004* ». Le communiqué du ministère des Affaires étrangères indique également que le prince Abdullah et James Baker se sont mis d'accord sur le fait que la reconstruction de l'Irak après la chute de Saddam Hussein « *nécessite une réduction substantielle de la dette dès que possible, à la suite de l'émergence d'un gouvernement irakien internationalement reconnu* ».

Le Parlement jordanien multiplie les démarches contre le mur de séparation israélien

Référence : « Deputies condemn construction of separation barrier, call for Yassin's protection », par Sahar Aloul, *Jordan Times*, 22 janvier 2004.

Les députés jordaniens ont condamné, mercredi 21 janvier 2004, la décision israélienne de poursuivre la construction du mur de séparation, et ont appelé à la protection immédiate du chef spirituel du Hamas, le cheikh Ahmed Yassin, menacé à plusieurs reprises d'assassinats par Israël. La motion, initiée par le parlementaire Abdul Munim Abu Zant, a été signée par 37 représentants. De plus, plusieurs représentants ont appelé à une condamnation officielle des mises en garde proférées par Ariel Sharon à l'encontre de la Jordanie, au sujet de son implication dans la campagne internationale contre le mur de séparation. Le député Mamhoud Abbadi a ainsi appelé « à une condamnation des déclarations de Sharon et à la convocation de l'ambassadeur israélien pour une audition approfondie ».

Le ministre des Affaires étrangères jordanien, Marwan Muasher, a déjà rejeté les avertissements d'Ariel Sharon, qui avait déclaré que la Jordanie avait « beaucoup à perdre » dans ce dossier, et a présenté aux députés les arguments légaux que la Jordanie fournira à la Cour internationale de justice à cet égard. Il a souligné que la Jordanie était menacée par la construction du mur, et qu'en conséquence, le ministère des Affaires étrangères avait formé une équipe travaillant 24 heures sur 24 en coopération avec une équipe de juristes internationaux. « La Jordanie se coordonne actuellement avec la Ligue arabe, l'Autorité palestinienne et plusieurs pays amis pour préparer son argumentaire », a-t-il dit aux députés.

Un député du Front d'action islamique (FAI), Badr Riyat, a demandé à ce que la Jordanie aille plus loin, et appelé le gouvernement à annuler la prochaine visite du ministre des Affaires étrangères israélien, Silvan Shalom, qui doit se rendre à Amman la semaine prochaine. Selon lui, cette visite ne peut faire « que du tort » à la Jordanie. Marwan Muasher lui a répondu que cette visite était un effort diplomatique pour discuter de la question du mur ainsi que des prisonniers jordaniens actuellement détenus en Israël. Apparemment peu convaincu, le député du FAI a critiqué le ministre pour sa condamnation des attentats-suicide, et a été jusqu'à s'interroger sur l'allégeance de Marwan Muasher. Un autre député islamiste a ensuite critiqué l'entraînement par la Jordanie des futures forces de sécurité irakiennes, qu'il a qualifiées de « façade pour l'occupation ».

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Les négociateurs israéliens et palestiniens de l'accord de Genève rejettent la solution d'un État binational

Référence : « In Davos, Abed Rabbo and Burg debate one state », par Bret Stephens, *Jerusalem Post*, 22 janvier 2004.

L'ancien ministre de la Culture palestinien et négociateur de l'Accord de Genève, Yasser Abed Abbo, s'est exprimé contre la solution d'un État binational israélo-palestinien, déclarant qu'elle conduit à la violence et que les Palestiniens ne souhaitent pas devenir « *des citoyens de seconde classe dans un seul État* ».

Mais il a également mis en garde contre la construction de la « *clôture de sécurité* » par Israël, qui laisse les Palestiniens dans ce qu'il a appelé des « *enclaves de type Bantoustan* » et amènera les Palestiniens à demander un État binational « *d'ici une décennie ou deux* ».

Abed Rabbo a fait ces remarques au cours d'une réunion qui s'est tenue mardi 20 janvier 2003 au Forum économique mondial de Davos. A ses côtés, l'ancien speaker de la Knesset et participant aux négociations de Genève, Avraham Burg, a critiqué vertement les efforts israéliens dans le processus de paix : « *comme les juristes israéliens, nous avons négligé les accords [d'Oslo] (...) Nous n'avons pas fait attention à la sensibilité de l'autre camp* » quant à ce que font les Israéliens, notamment la poursuite de la construction de colonies. Il a évoqué les « *erreurs des dirigeants - principalement du côté israélien* », et la propagation de l'idée, après Camp David, qu'Israël n'avait pas de partenaire pour la paix au sein de l'Autorité palestinienne.

Selon lui, l'adoption de l'accord de Genève assurera qu'Israël devienne « *le foyer national des Israéliens* » mais il n'a pas exclu la possibilité que s'établisse, « *dans 50 ou 100 ans, (...) une confédération* » entre Israël et la Palestine. Il s'est également montré critique de ce qu'il a appelé le « *néo-évangélisme états-unien* » qui justifie l'intervention en Irak au nom de l'apport des valeurs démocratiques, ajoutant que le fait d'imposer la démocratie d'en haut était un erreur. « *La société arabe qui est prête à recevoir la démocratie à pleine échelle est la société palestinienne* », a-t-il indiqué.

La Jordanie, la Syrie, l'Égypte et le Liban lancent la deuxième phase de leur pipeline commun

Référence : « Second phase of gas pipeline to be launched next week », par Khalid Dalal, *Jordan Times*, 22 janvier 2004.

Les Premiers ministres égyptiens, syriens et jordaniens doivent se rencontrer à Amman la semaine prochaine afin de lancer la seconde phase d'un pipeline inter-régional reliant les trois pays et le Liban, avant d'atteindre l'Europe. Le ministre jordanien de l'Énergie et des Ressources minières, Azmi Khreisat, a déclaré au *Jordan Times* que le Premier ministre libanais, Rafic Hariri, devrait également assister à la cérémonie.

La seconde phase du tracé allonge celui-ci de 370 kilomètres, partant du port d'Aqaba jusqu'à la centrale électrique de Rehab, au nord du pays. Le coût des travaux est estimé à 270 millions de dollars, et ils seront réalisés par un consortium égyptien regroupant l'Egypt Holding Gas Company, GASCO, Petrojet et Empipi. Ce consortium a remporté l'appel d'offre en 2003. La construction doit commencer d'ici quelques mois et être terminée d'ici à la fin 2005.

Le pipeline part des gisements en gaz de la zone d'Al Arish, puis passe par Taba, du côté égyptien, avant d'atteindre Aqaba, où se termine le premier tronçon. L'Égypte jouit en effet de plus de 1,586 trillions de mètres cubes de réserves en gaz.

Il doit ensuite être étendu, depuis la Jordanie, jusqu'à la Syrie et au Liban en 2006, avant d'être relié à l'Europe. 10 milliards de mètres cubes de gaz devraient transiter par ce pipeline à un milliard de dollars, et la Jordanie se verra ainsi approvisionné à hauteur de 2 milliards de mètres cubes de gaz annuels, économisant au passage, selon les estimations, 50 millions de dollars par an.